



ALERTE : L'ACCÈS AUX SOINS POUR TOUTES ET TOUS N'EST PLUS ASSURÉ !

Le Président de la République s'est engagé à ne pas fermer d'hôpitaux, **MENSONGES !** Il ne les ferme pas mais il les vide leur substances par la suppression de lits et de services comme à Montceau les Mines avec la fermeture intégrale de la chirurgie.

Le Président de la République s'est engagé à ce que personne ne soit à plus d'une demi-heure d'un accès aux soins : **MENSONGES !** Les 105000 habitants de notre bassin de vie sont condamnés à l'errance chirurgicale que ce soit pour les soins programmés ou pour les urgences chirurgicales et bien éloignés des trente minutes pour accéder aux soins !

Il en est de même au plan national ou les fermetures se multiplient : dans les six derniers mois, les maternités de Privas, Thann, Altkirch, Tourcoing ont fermé. Des services d'urgences ferment la nuit (Sisteron) de même que des lignes de SMUR (Concarneau, Douarnenez).

En ville, le constat est tout aussi dramatique : dans toutes les régions, villes et campagnes, les effectifs de médecins généralistes et spécialistes en secteur I sont insuffisants par rapport aux besoins et surtout inégalement répartis sur le territoire, au détriment des habitants et de toute politique égalitaire d'aménagement du territoire. De plus en plus de personnes ne trouvent plus de médecins référents, font des kilomètres pour une consultation, subissent des listes d'attentes de plus en plus longues.

L'accès aux soins est aujourd'hui clairement remis en cause en France, pays riche, 6ème puissance économique mondiale.

Les personnels des services d'urgences ont sonné le tocsin en se mettant en grève, pour certains services depuis bientôt un an. Ils ont été rejoints par les personnels des autres services et par les médecins, avec des annonces massives de ceux-ci de retrait de leurs fonctions administratives : comment cautionner en effet un fonctionnement qui conduit à l'effondrement du service public hospitalier ? Comment cautionner par exemple que même à Paris, les services de réanimation pédiatrique ne répondent plus aux besoins, fermant des lits faute de personnel ?

L'hôpital public est sacrifié, au profit du secteur privé lucratif !

Selon les chiffres 2017 de la DREES, le nombre de séjours en Chirurgie est de 2 651 438 pour les établissements publics et privés à but non lucratif, 3 099 521 pour le secteur privé. Après la chirurgie, le privé lucratif, soutenu par la finance, s'attaque aux soins de suite, aux maisons de retraite et aux urgences, là où c'est rentable et même à la ville avec l'implantation d'une plate-forme donnant des arrêts de travail à distance (avec tous les risques de non détection d'une pathologie grave).

IL EST URGENT D'EXIGER UNE POLITIQUE DE SANTÉ PUBLIQUE QUI RÉPONDE AUX BESOINS DE TOUTES ET TOUS PARTOUT

A l'hôpital, comme le demandent les hospitaliers, il faut des lits, des postes et une revalorisation des carrières pour éviter la fuite des professionnels et de nouvelles fermetures.

Il faut une création massive de centres de santé, la régulation de l'installation et une meilleure répartition des professionnels sur le territoire, la suppression des dépassements d'honoraires, des mesures pour que la fabrication et la distribution des médicaments répondent aux besoins.

Il faut une démocratie effective en santé pour que les avis des usagers, des professionnels et des élus soient réellement pris en compte. Or, actuellement, le directeur de l'ARS est dans le déni de démocratie. Le 23 décembre dernier le Codef l'a rencontré avec les maires du bassin minier, le collectif inter-urgences, la CGT de l'hôpital et un chirurgien. Le directeur est resté sourd à nos revendications de rétablir l'activité chirurgicale de premier recours, incapable de comprendre la dimension humaine des problèmes que nous lui avons soumis. Attitude inhumaine que le président du Codef n'a pas manqué de lui faire remarquer.

Une augmentation des dépenses d'assurance maladie, (de l'ONDAM, objectif national des dépenses d'assurance maladie, tant médical que médico-social) est incontournable !

A l'inverse des politiques s'appuyant sur les complémentaires santé pour préparer la privatisation de notre protection sociale, - en parallèle de la destruction du service public hospitalier - il y a urgence à rétablir les fondamentaux de la Sécurité Sociale, une sécurité sociale démocratisée, au cœur du système de soins avec une prise en charge à 100 %. Que ce soit dans sa branche maladie avec l'effondrement en cours du système de soins ou dans sa branche vieillesse avec le projet actuel de réforme des retraites, notre modèle social issu du Conseil National de la Résistance est en danger grave et imminent de disparition.

Le service public, la sécurité sociale, sont les garants d'une vraie égalité républicaine à défendre coûte que coûte. **Le Codef appelle à la mobilisation générale aux cotés de toutes les forces vives engagées dans ce combat.**

14 Janvier 2020